



Conseil économique et social

Distr. générale
4 octobre 2019
Français
Original : anglais

Commission des stupéfiants

Reprise de la soixante-deuxième session

Vienne, 12 et 13 décembre 2019

Point 8 a) de l'ordre du jour

Questions administratives, budgétaires et de gestion stratégique : travaux du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

Commission pour la prévention du crime et la justice pénale

Reprise de la vingt-huitième session

Vienne, 12 et 13 décembre 2019

Point 4 a) de l'ordre du jour

Questions administratives, budgétaires et de gestion stratégique : travaux du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

Travaux du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

Note du Secrétariat

Additif

La présente note a été établie en application de la décision 2017/236 du Conseil économique et social, dans laquelle le Conseil a décidé de renouveler le mandat du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime jusqu'au premier semestre de 2021, ainsi que des résolutions 52/13, 54/10, 54/17, 56/11, 58/1 et 60/3 de la Commission des stupéfiants et des résolutions 18/3, 20/1, 20/9, 22/2, 24/1 et 26/1 de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale. Elle rend compte des travaux que le groupe a menés entre le 11 juin et le 25 septembre 2019. Des informations sur les travaux effectués pendant la période précédente sont présentées dans le document [E/CN.7/2019/3-E/CN.15/2019/3](#).



I. Délibérations

1. Entre le 11 juin et le 25 septembre 2019, le groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD) a tenu deux réunions informelles. Il a poursuivi l'examen des questions inscrites à l'ordre du jour approuvé par le Conseil économique et social dans sa décision 2017/236, par la Commission des stupéfiants dans sa résolution 52/13 et par la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale dans sa résolution 18/3, conformément à son mandat figurant en annexe à ces résolutions, ainsi qu'aux dispositions des résolutions 54/10, 54/17, 56/11, 58/1 et 60/3 de la Commission des stupéfiants et des résolutions 20/1, 20/9, 22/2, 24/1 et 26/1 de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale.

2. À la réunion qu'il a tenue le 11 juin, le groupe de travail a approuvé le calendrier de ses réunions et son programme de travail provisoire pour le reste de l'année 2019. À la même réunion, le Secrétariat a informé les délégations des dernières nouvelles concernant la réforme du système des Nations Unies pour le développement. Dans le cadre de cette réforme, l'ONUDD renforcerait son appui au réseau des bureaux extérieurs pour que ses compétences techniques et ses conseils pratiques sur les questions relevant de son mandat soient utiles au nouveau système des coordonnateurs résidents. Des éclaircissements ont été apportés sur les retombées, l'avenir et la viabilité des moyens supplémentaires ponctuels engagés en 2019 et sur leurs incidences sur le budget. Le Secrétariat a également parlé de la réforme du mode de gestion, qui porte par exemple sur le cadre de la délégation de pouvoir et le principe de responsabilité et qui est menée aussi bien à Vienne que dans les bureaux extérieurs. Le groupe de travail a également été informé que le premier budget ordinaire annuel de l'ONUDD pour 2020 était en train d'être examiné par le Comité du programme et de la coordination et le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, et qu'il serait à l'ordre du jour des travaux de la Cinquième Commission de l'Assemblée générale à la partie principale de sa soixante-quatorzième session. Les délégations ont été informées que les prévisions de recettes destinées à des fins générales avaient chuté pour atteindre un seuil record de 8,0 millions de dollars en 2018-2019, soit moins de 1 % du montant total des recettes de l'ONUDD. Le Secrétariat a également tenu le groupe de travail informé de l'état d'avancement des politiques et des pratiques de recrutement destinées à améliorer la représentation géographique du personnel, ainsi que des activités menées pour prévenir et combattre le harcèlement sexuel sur le lieu de travail. Un(e) représentant(e) du Bureau des services de contrôle interne a présenté des graphiques et des chiffres sur les cas de fraude, de corruption, de harcèlement sexuel, de harcèlement et d'exploitation et d'atteintes sexuelles signalés à l'ONUDD et à l'Office des Nations Unies à Vienne au cours de la période 2016-2018. Des exposés ont également été faits sur le programme régional pour l'Asie du Sud pour 2018-2021 et sur l'exploitation des résultats des évaluations effectuées dans le cadre de la réforme de l'ONU. Le Secrétariat a également fait le point sur l'application de la Stratégie pour l'égalité des genres et l'avancement des femmes de l'Office des Nations Unies à Vienne et de l'ONUDD.

3. À sa réunion du 25 septembre, le groupe de travail a examiné la version préliminaire non éditée du budget consolidé de l'ONUDD pour l'exercice biennal 2020-2021, budget que la Commission des stupéfiants et la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale devraient approuver à la reprise de leurs sessions, en décembre 2019. Le groupe de travail a été informé que ce budget devrait être examiné par la Cinquième Commission en novembre, puis approuvé par l'Assemblée générale en décembre 2019. Pour ce qui est de la situation financière de l'Office, le Secrétariat a signalé que le déficit de trésorerie que connaissait le budget ordinaire de l'ONU avait des incidences sur l'ONUDD. Compte tenu du paiement tardif des contributions, le solde des liquidités du budget ordinaire avait diminué au fil des années et un déficit de trésorerie sans précédent de 488 millions de dollars avait été atteint en octobre 2018. Un déficit encore plus profond étant attendu pour

octobre 2019, il n'y a pas eu d'autre choix que de prélever des avances sur le Fonds de roulement et sur les comptes d'opérations de maintien de la paix dont le mandat était terminé. Entre autres mesures prises pour adapter les dépenses au flux de trésorerie, l'Office a géré les postes vacants, réduit les crédits alloués à des activités qui n'étaient pas liées aux postes, retardé les dépenses en espèces et défini des activités prioritaires. Néanmoins, la situation est restée critique et pourrait finir par avoir des incidences sur l'exécution des programmes. Pour ce qui est du budget consolidé pour 2020-2021, le Secrétariat a expliqué que le volume des activités de l'ONUSC devrait augmenter de 13,2 % et ses recettes à des fins générales continuer à diminuer. Les fonds destinés à des fins générales étant largement utilisés pour financer les dépenses de personnel, la situation des ressources humaines pourrait s'en ressentir s'ils continuaient à diminuer.

4. Le Secrétariat a également informé les participants à la réunion des dernières nouvelles concernant la réforme du système des Nations Unies pour le développement, notamment le plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et le pacte de financement, en particulier les activités de programmation conjointe visant à créer un système des Nations Unies plus unifié et allégé. Pour pouvoir trouver sa place dans le plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, l'Office devra assurer une présence physique concrète dans les pays. Dans le cadre du déploiement de moyens supplémentaires, du personnel avait été envoyé en renfort sur le terrain afin de répondre aux besoins prioritaires des différents pays. Il permettra aussi à l'Office de contribuer aux réformes en cours dans le système des Nations Unies, qui concernent notamment la traite des personnes, le trafic illicite de migrants et la lutte contre le terrorisme. Dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, l'ONUSC avait élaboré, en coopération étroite avec le Bureau de lutte contre le terrorisme et d'autres organismes des Nations Unies, plusieurs programmes pour lesquels le financement prévu pour les projets devait dépasser le montant investi dans les moyens supplémentaires. Il participait également aux travaux du nouveau Réseau des Nations Unies sur les migrations, auquel il apportait des contributions et qu'il aidait à mettre en place un secrétariat à Genève. Par ailleurs, il suivait de près les progrès accomplis dans les activités prioritaires définies par le Secrétaire général, notamment celles menées par les équipes spéciales dans les domaines de la corruption et de la drogue, ainsi que par le groupe de la cybersécurité, et il y contribuait. Les délégations ont souligné qu'il fallait évaluer les bénéfices, pour l'ONUSC, des réformes menées à l'ONU, surtout dans la mesure où le mandat de l'Office ne se limitait pas à la réalisation des objectifs de développement durable.

5. À la même réunion, le Secrétariat a informé les délégations de l'état d'avancement de l'évaluation des politiques et pratiques de recrutement qu'il mettait en place pour améliorer la représentation géographique du personnel par la diversité régionale, comme le demandait la Commission des stupéfiants dans sa résolution 61/12 et la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale dans sa résolution 27/7. L'obligation d'une représentation géographique équitable s'appliquant aux administrateurs du Secrétariat de l'ONU dont les postes sont financés au moyen du budget ordinaire, chaque entité devait prendre en compte la région d'origine des administrateurs de son personnel pour assurer cette diversité régionale. Les participants à la réunion ont été assurés que l'Office s'employait, conformément aux prescriptions du mémorandum intérieur adressé le 29 mai 2019 par la Directrice de cabinet, à faire en sorte que des candidats originaires de pays non représentés ou sous-représentés soient sélectionnés pour pourvoir des postes soumis au principe de la répartition géographique. Le Secrétariat a également informé le groupe de travail que l'objectif consistant à parvenir à la parité des genres à chaque classe de la catégorie des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur (de P-2 à D-1) avait été atteint. Un exposé a été fait sur les mesures prises par l'Office pour prendre en compte les questions de genre. Le groupe de travail a également été informé de la prise en compte de la dimension de genre dans les travaux menés par l'Office pour lutter contre la traite des personnes et le trafic illicite de migrants. Il a par ailleurs été informé sur les travaux de la Section de l'évaluation indépendante.

L'importance d'un financement pérenne de la fonction d'évaluation a été soulignée à cet égard. Le Secrétariat a aussi présenté le Programme mondial de l'ONU DC visant à mettre fin à la violence contre les enfants, qui aide les États Membres à prévenir et combattre toutes les formes que prend cette violence. Les participants à la réunion ont été informés qu'une assistance technique avait été fournie en matière de collecte de données et de preuves, de services consultatifs et juridiques, de planification stratégique pour le secteur public, de renforcement des institutions et des capacités, de communication et d'information, de sensibilisation et d'accompagnement des enfants, ainsi que de coordination et de collaboration.

II. Questions d'organisation et d'administration

6. Sous la direction des coprésidents, le groupe de travail a tenu deux réunions informelles, le 11 juin et le 25 septembre 2019. D'autres réunions sont prévues le 25 octobre et les 11 et 28 novembre. Des consultations sont prévues le 13 novembre pour l'examen du projet de budget-programme de l'ONU DC pour 2021.

7. Le Secrétariat a continué de fournir au groupe de travail des documents et des informations sur papier et sous forme électronique, notamment par l'intermédiaire d'une page Web accessible au public (<http://www.unodc.org/unodc/en/commissions/FINGOV/FINGOV-index.html>) et d'une page Web sécurisée destinée aux États Membres (<http://www.unodc.org/missions/en/wggf/index.html>), qu'il a créées et qu'il met à jour à son intention.
